

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

26 AVRIL AU 2 MAI 1990

N° 782

10,00 F

PREMIER MAI



EDITORIAL

Est - Ouest : la révolution reste à faire

C n'est pas seulement pour courir derrière l'actualité, ou pour être dans l'air du temps, qu'a germé au sein de la FA l'initiative du colloque : « Est - Ouest, la révolution reste à faire. »

L'Est renaît, les libertaires aussi

Depuis près de deux ans, les contacts et les échanges difficiles et clairsemés que nous avons avec nos compagnes et compagnons d'Europe de l'Est, sont devenus une réalité tangible et plus fiable.

La démocratisation « policarde », en instaurant le pluralisme parlementaire et le retour au capitalisme privé, a enclenché la réapparition des groupes anarchistes et anarcho-syndicalistes sur le devant de la scène ; les médias-fric l'ont même souligné en France.

Le mouvement libertaire est une des rares forces de résistance à cette évolution économique, version Reagan ou Thatcher, et à la montée des fanatiques religieux et nationalistes, du racisme et de l'extrême droite fascisante.

En Pologne, après deux ans de débats sur l'organisation libertaire, la FA est fondée en novembre 1989 ; des jumelages existent entre Polonais et Français.

En Allemagne, le mouvement libertaire est en cours de... réunification.

En Tchécoslovaquie, la KAS (à ne pas confondre avec l'organisation anarcho-syndicaliste russe de même sigle), dont vous avez pu lire la résolution de création dans *le Monde libertaire*, prend un départ prometteur.

En Hongrie, les groupes anarcho-syndicalistes sortent de l'ombre, et le groupe « Autonomia » diffuse l'anarchisme sur tous les plans de la vie sociétaire.

La Bulgarie est un cas à part, dans la mesure où nos compagnons ont réussi avec une opiniâtreté remarquable, et malgré une répression féroce et des centaines d'années de prison octroyées par la justice, à maintenir l'organisation anarchiste dans la clandestinité. Deux régionales sont maintenant publiques, mais l'évolution « démocratique » n'affaiblit pas la répression anti-anarchiste, et les menaces de mort.

Les anarchistes s'activent à l'Est comme à l'Ouest

Nos compagnons qui reviennent de Roumanie, où ils étaient allés porter les résultats de la collecte de solidarité organisée par Radio Libertaire et *le Monde libertaire*, raconteront pendant le colloque, que là-bas l'anarchisme est inconnu, mais ils ont été écoutés avec chaleur et intérêt lors de débats passionnants, notamment parmi la jeunesse et les étudiants, avec qui les contacts se poursuivent.

**Le 1er Mai, à 10 heures,
RASSEMBLEMENT,
à l'appel
de la
Fédération anarchiste,
place de la Bastille
(angle de la rue de la
Roquette), en présence de
nombreuses délégations
étrangères.**

**De 14 h à 22 h,
COLLOQUE LIBERTAIRE
à L'AGECA,
177, rue de Charonne
75011 Paris (voir p.4).**



Depuis l'automne dernier, la FA a organisé en France des réunions publiques avec Alexandre Tchoukaev, représentant du SMOT de Moscou (syndicat soviétique dissident), qui nous informe sur les évolutions en URSS, les actions ouvrières et la situation des laissés pour compte de la pérestroïka. Nous avons eu l'occasion, par ailleurs, dans les colonnes de notre journal de vous tenir informés du développement des groupes anarchistes et anarcho-syndicalistes en URSS.

Parallèlement, en Europe de l'Ouest, une propagande commune se met en place, face à l'échéance de 1992, qui rend encore plus nécessaire la coordination des libertaires européens.

(suite p.4)

La CNT - AIT s'est réunie en congrès du 11 au 16 avril à Bilbao. Le Monde Libertaire y était représenté. Nous reviendrons prochainement dans nos colonnes sur la teneur des débats.

**FORUM
Samedi 28 avril, à 16 h 30,
à la librairie
du Monde Libertaire
avec Denis Langlois,
autour de l'ouvrage
La politique expliquée
aux enfants.**

« La télévision n'est qu'un lieu de spectacle » c'est en texture ce qu'a déclaré Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la communication, pour riposter énergiquement, comme nous y ont habitués les sirupeux apôtres du batracien qui nous gouverne, à la nouvelle émission de TF1 qui va prôner la délation. Cette chaîne avait déjà posé ses jalons en abrutissant le « populo » avec l'émission *Avis de recherche*, mais aujourd'hui, elle a carrément programmé une émission intitulée *La Trace*, dont le but est de retrouver une personne disparue, avec l'aide de téléspectateurs nostalgiques des lettres anonymes envoyées naguère à la Kommandantur (soit dit en passant nous faisons encore très fort, aujourd'hui, dans ce domaine). Ce type d'émission arrive en retard en France, par rapport à la RFA ou au Etats-Unis où la recherche de criminels ou de terroristes (avec ou sans guillemets) se fait à la télévision au grandes heures d'écoute, agrémentée d'une prime. TF1 n'offrira peut-être que des fous à micro-ondes à ses généreux délateurs, mais les primes risquent d'apparaître lorsque notre Etat, grand pourfendeur d'immigrés et de réfugiés clandestins aura l'idée de s'inspirer de l'émission. En effet, les « socialistes » du gouvernement ont beau protester contre la nouvelle émission de TF1, c'est quand même un des leurs, Pierre Joxe, qui expulse sans ménagement les réfugiés et refoule les demandeurs d'asile. Si en 1973 Pompidou avait eu la même attitude à l'encontre des réfugiés chiliens les « socialistes » auraient crié au scandale. Pourtant l'ère Pompidou ce n'était pas la panacée ; mais il est vrai que Le Pen n'existait politiquement pas. Ce rappel étant dit, quand le sieur Joxe imposera la solidarité gouvernementale, ses collègues se tairont et la délation fera éclater les taux d'audience, avec un succès plus vif que les avis de recherche placardés dans le métro lors des sanglants coups d'éclats d'Action Directe et des frères Abdallah. *La Trace* est lancée, pourquoi ? Pour le fric, bien sûr ! La télévision, depuis longtemps, n'est plus là pour distraire, informer et éduquer. La télévision n'est qu'un vaste placard publicitaire qui rapporte gros. L'audimat en hausse et c'est la garantie de poches pleines. Nous ne doutons pas du succès de cette émission, car nous en avons un peu marre des « soaps » américains, des catastrophes en direct et des révolutions de l'Est, récupérées par des capitalistes soucieux d'inonder de nouveaux marchés. La télé, c'est vraiment de la merde !

T 2137 - 782 - 10,00 F



F-P 2520

CRISE DU COMMUNISME

Ni rire ni pleurer... mais comprendre !

Il y a seulement quelques mois de cela, personne, absolument personne, ne pouvait et n'osait penser que les choses iraient aussi vite et aussi loin.

Certes, ici et là il y avait bien des signes, des indices, des traces, des esquisses, des tressaillements et même des craquements qui pouvaient laisser croire que... Mais, il y en avait eu d'autres, tant d'autres, comme Berlin, Budapest, Kroutchev, Prague ou Gdansk qui toujours étaient venus buter sur les vitres glauques et blindées de la cage. Alors !

Alors, jour après jour, heure après heure, minute après minute, quand Solidarnosc posa une fesse dans le fauteuil du Parti communiste polonais, quand la Hongrie se fit terre d'asile, quand le « mur de la honte » s'ouvrit à l'incroyable, quand le poète maudit surgit sous les feux de la rampe pragoise, quand le vampire des Carpates fut cloué, éberlué, à la porte de l'insurrection populaire... l'étonnement fut permanent. L'étonnement, puis l'espoir. Celui de la troisième révolution. Du socialisme à visage humain. Libertaire. Egalitaire. Jusqu'à ce que ! Jusqu'à ce que le spectre du réformisme, de l'antisémitisme, du nationalisme, de la loi de la jungle marchande... viennent obscurcir l'horizon et rappeler à nos rêves qu'entre la réaction à la mode des tigres brontausoriques de Tien An Men et le capitalisme made in Coca-Cola ou Toyota la voie demeurait encore et toujours désespérément étroite.

Et pour l'heure, nous en sommes là. Partagés. Désarçonnés. Spectateurs d'un processus que nous avons du mal à comprendre et dont il conviendrait pourtant d'en saisir le sens au plus vite tant il

semble évident qu'il est en train de borer l'avenir du mouvement ouvrier et du socialisme pour de nombreuses décennies.

Crise ou faillite ?

Bizarrement, entre ceux qui campaient sur un bilan globalement positif et qui affirment aujourd'hui avoir été dupés, ceux qui osaient le soutien critique et qui osent désormais la critique avec soutien, et ceux qui persistent à parler de dégénérescence l'accord semble actuellement se faire pour qualifier de crise les événements qui agitent les pays de l'Est, la Chine et leurs antennes d'ici ou d'ailleurs.

Cette « crise » qui pour Georges Marchais confirme les analyses et la stratégie élaborée par le PCF à son énième congrès, qui pour le fondateur Anicet Le Pors (1) relève « d'une crise de représentation où du fait de la médiation, d'un plus grand individualisme et d'un désarroi politique profond, les gens acceptent de moins en moins d'adhérer par tout ou rien à un ensemble bien bouclé », et qui pour les trotskystes résulte de l'avènement du stalinisme, serait donc d'essence purement conjoncturelle. Et en dernière analyse il suffirait de préserver, « d'articuler valeurs de classe - valeurs universelles, contenu renouvelé d'une perspective socialiste, nature du parti refondé sur ces bases (1) », ou de redresser « l'Etat ouvrier » pour en sortir.

En clair, la « crise » porterait davantage sur la forme que sur le fond et ne remettrait nullement en cause l'essentiel.

Est-il besoin de le préciser, cette vision tout à la fois optimiste et réformatrice n'est pas vraiment en phase avec la réalité. Qu'il s'agisse en effet de la situation économique, industrielle, écologique, sociale ou du rejet massif des staffs rénovateurs, des symboles ou même des mots relevant en tout ou partie du socialisme, tout indique que la « crise » est non seulement profonde mais de plus, générale. Totale.

Pour s'en convaincre, il n'est que de constater la vigueur de l'anticommunisme dans la population, l'engouement pour la démocratie bourgeoise, la marche forcée vers l'économie de marché, la violence des sentiments nationaux, ou la montée en puissance des intégrismes religieux et de l'antisémitisme.

A l'évidence la « crise » relève en fait de la faillite généralisée et il est pathétique de voir les derniers carrés du bolchevisme conservateur ou réformatrice tenter d'arrêter la vague avec leurs mains.

De la faillite à la liquidation judiciaire

La faillite du « socialisme réel », de sa réalité politique, économique, sociale... et de ses théorisations papistes ou calvinistes, qui se manifeste actuellement avec tant d'éclat ne date cependant pas d'aujourd'hui. Dès les tous débuts de la révolution d'Octobre la main de fer léniniste réussit en effet à transformer l'or de l'insurrection, du socialisme en actes et de l'espoir, en plomb. Militarisation du travail et de la société ; dictature du parti sur le prolétariat ; élimination de la liberté d'association, d'expression, de réunion, de circulation ; étatisation de l'économie, de la vie politique et sociale ; mise au pas du mouvement ouvrier ; mise au goulot de toute l'opposition ; asservissement des différentes minorités nationales composant l'union soviétique... tout cela et bien d'autres choses encore qui transformèrent le pays en champ de ruines et en cimetière politique et social fut mis en place par Lénine et son alter ego le feld-maréchal Trotsky.

D'entrée de jeu, donc, le marxisme-léninisme mena le pays à la faillite, au chaos, à la pénurie, et à la régression. C'est bien parce qu'il en fut ainsi que Staline put s'installer au pouvoir et pousser l'intolérable à son degré extrême. Mais cette systématique de la faillite n'empêcha pas pour autant le système de ronronner et même de se développer. Certes, les premières voix des anarchistes, des socialistes-révolutionnaires, des marxistes anti-léninistes et plus tardivement des trotskystes amenaient de temps à autre quelques fausses notes dans l'orchestration de l'ignominie mais c'est peu dire qu'elles étaient sans gran-



La crise à l'Est vue par P. Mary

de portée. Le mythe fonctionnait à plein, à l'extérieur de la « patrie du socialisme », bien sûr. Mieux, après la deuxième guerre mondiale, la révolution chinoise, la décolonisation, Cuba, le Vietnam... il était en pleine expansion.

Dans ces conditions, et jusqu'à il y a encore peu de temps, il était légitime de faire dans le pessimisme. Rien, ni sa propension à la faillite ni la haine qu'il suscitait chez tous ceux qu'il asservissait ne semblait pouvoir entamer le cuir du marxisme-léninisme-stalinisme. Rien, sauf...

Reposant entièrement sur la force, le système était en effet condamné à implorer dès lors qu'il se trouverait confronté à une absence de perspective militaires.

Et c'est bien ce qui s'est passé dès lors que l'équilibre de la terreur plaça la compétition entre l'Est et l'Ouest au plan économique, industriel, social... A cet instant, la réforme devenait incontournable.

Mikhaïl Gorbatchev incarne cette prise de conscience qui partant d'un processus de réduction des armements a abouti à la glasnost et à la pérestroïka. Mais, ce faisant, il prenait le risque de voir surgir le diable de la boîte et de transformer une faillite généralisée en liquidation judiciaire c'est-à-dire en alignement pur et simple sur le capitalisme à la mode occidentale.

Nous y sommes presque !

Bref voyage au pays des causes et des effets

A l'heure de la liquidation judiciaire d'un système politique, économique et social en pleine faillite et de la responsabilité pleine et entière du stalinisme et du léninisme dans un processus qui nous ramène à la case départ. La tentation est grande de tirer à boulets rouges et noir sur l'étatisme, l'étatisation, l'Etat, le parti unique, le centralisme bureaucratique, la planification bureaucratique, l'absence de libertés en tous genres, la militarisation... toutes choses qui caractérisent le stalinisme et le léninisme. Mais en se contentant de frapper à ce seul niveau ou, ce qui revient au même, en se bornant à avancer des propositions contraires (fédéralisme, planification démocratique, libération du champ social, collectivisation non étatique des moyens de production...) ne risque-t-on pas de s'enfermer dans une critique située au seul niveau des effets et non des causes d'une logique ?

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet, si le stalinisme et le léninisme se sont vautés allègrement dans la dictature, l'étatisation, la militarisation... cela n'est nullement le fait du hasard, d'une erreur ou d'une imbécillité chromosomique. Leur logique théorique et idéologique les y conduisaient tout droit. Et c'est cette logique qu'il convient de mettre à nu.

De ce point de vue tout processus de déconstruction qui ne prendrait pas en compte le démembrement d'une certaine vision de l'histoire (linéaire, évolutive, progressiste, rationaliste, déterministe...), d'une certaine vision sociale (découpant la réalité en tranches politique, économique, culturelle... reliées par une problématique mécaniste de cause à effet), d'une certaine conception de la révolution (exclusivement destructrice, plaçant la rupture sur les rails d'une hiérarchisation de l'espace-temps du changement...), d'une certaine conception de la légitimité (représentation explicite ou implicite d'une classe sociale considérée comme sujet historique central), d'une certaine conception de l'organisation (militariste, privilégiant un front « principal » au détriment de fronts « secondaires »), d'une certaine conception du militantisme (basé sur le sacrifice et le sérieux à front bas), d'une certaine vision du socialisme (concevant la réunification sociale comme uniformisante et non conflictuelle)... se condamnerait à surfer sur l'écumé des événements.

Au bout du compte, mais on l'aura aisément compris à travers le stalinisme et le léninisme c'est le marxisme, lui même, qui se trouve mis en cause, et on l'aura peut être moins aisément compris, à travers le marxisme c'est toute une conception du socialisme, datée, marquée au fer rouge du XIXe siècle et des débuts de l'industrialisation qui se trouve visée.

Là, dans ce voyage courageux au bout de nous même, avec dans une main la valise de nos principes de toujours (anti-étatisme, fédéralisme, liberté, égalité, autogestion, anti-parlementarisme, anti-militarisme, anti-réformisme, choix de la révolution) et dans l'autre celle d'une rénovation de nos concepts, de notre méthodologie analytique, de notre stratégie, de notre mode organisationnel, de notre projet social et sociétaire... se jouera notre avenir et celui du socialisme.

En seras-tu camarade ?

Jean-Marc Raynaud

(1) Libération du 20 avril 1990.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° □ 35 F	□ 70 F	□ 60 F
3 mois	13 n° □ 95 F	□ 170 F	□ 140 F
6 mois	25 n° □ 170 F	□ 310 F	□ 250 F
1 an	45 n° □ 290 F	□ 530 F	□ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Totalitarisme mou... non merci !

Mobilisation à Evry

Il faut le dire, d'aucuns pourraient l'oublier. On vit une époque formidable ! Plus précisément en ce début d'année qui suit celle du bicentenaire de la proclamation des droits de l'homme. Je croyais benoîtement que l'une des causes de l'effondrement des régimes communistes d'Europe orientale se tenait dans leur corruption généralisée. Aujourd'hui nous avons tout appris sur les villas de Honecker, de Ceaucescu, de Jivkov. Pauvres villas dont le confort ne dépasse guère celui d'un cadre supérieur d'une banlieue résidentielle de la région parisienne. Rien à voir avec le luxe de madame Marcos ou de Baby Doc vivant un exil bien doré. Et puis il y a les prébendes. Ah les bakchichs, quel chanceux corrompé des moeurs du pauvre peuple ! Soit. Mais sommes-nous meilleurs pour

nous offrir à l'admiration du monde en donneurs de leçons de morale civique ? Jeudi 30 mars 1990. J'apprends que dans les affaires du financement des partis politiques, le parquet général de la cour d'appel de Paris a requis des non-lieux ou l'application de l'amnistie (affaire de la SAE).

Les affaires de ces messieurs

Jeudi 30 mars 1990. J'apprends le non-lieu requis dans l'affaire des jeunes gens blessés par des grenades lacrymogènes lancées par tirs tendus lors des manifestations étudiantes de décembre 1986. L'un a perdu un œil, l'autre une main. On n'arrive pas à connaître l'identité des lanceurs.

Alors l'œil et la main passeront aux pertes et profits de la justice.

Vendredi 31 mars 1990. J'apprends que le Garde des Sceaux ne requerra point une inculpation de M. Pasqua devant les Chambres réunies en Haute Cour dans l'affaire du vrai-faux passeport. Je ne sais plus car je me perds dans ce subtil jeu lexical. On s'achemine donc vers un non-lieu dans l'affaire du Carrefour du Développement. Bravo Nucci, avec un peu de patience et de discrétion, l'Etat pardonne à ses domestiques. En résumé, beaucoup de bruit pour rien.

Quant à l'affaire Luchaire (vente illégale d'armes) un non-lieu transforme la banale réalité, un vrai trafic d'armes, en une non-réalité vraie, l'innocence. Enterrée aussi l'affaire Rhône-Poulenc, mais les bénéfices énormes sont demeurés dans les poches des initiés. Le judiciaire se situe entre l'indécible et l'ineffable.

On efface tout et tout peut recommencer. Partant du sain principe que l'on n'est jamais mieux servi que par soi-même, les élus (députés et sénateurs) s'auto-amnistient. Qui peut me dire où et comment s'incarne en praxis le principe fondamental de la démocratie, à savoir le contrôle que les citoyens exercent sur le fonctionnement de leurs institutions ? Là où les élus du peuple (comme ils aiment à se délecter de ce mot qu'ils vident de son véritable sens) se mettent au dessus des lois qu'ils réservent aux simples citoyens, ils agissent comme la Nomenklatura des pays dictatoriaux. Là où la justice, malgré ses sempiternelles pleurnicheries, n'est que l'annexe judiciaire du pouvoir politique et économique, il y a germe de totalitarisme.

Au bon plaisir des princes

Eternel retour de l'injustice. De pauvres gens sont emprisonnés pour quelques petits chèques sans provision, pour de menus larcins, dérisoires victimes de la langue de bois publicitaire et de la profusion obscène de marchandises offertes à la convoitise des plus démunis. Quant aux grands oiseaux de proie, très haut dans l'empyrée des sphères financières, ils savent que plus les bénéficiaires jouent de sommes énormes moins les risques personnels encourus sont grands.

Que le pouvoir politique, que les pouvoirs économiques, imbrigués dans leurs réseaux d'intérêts contrastés, mais intimement solidaires, tentent de régenter la société selon leur bon plaisir, il n'est là qu'une inclination trop générale pour devoir s'en étonner naïvement. En revanche, ce qui ne saurait manquer d'inquiéter c'est la passivité et le silence des citoyens devant de tels abus. La dictature commence toujours avec la démission des peuples.

Le Citoyen

Samedi 7 avril à 14 h 00 quinze organisations se retrouvaient place de l'Agora à Evry pour manifester contre le racisme et le fascisme, dont le Front national est le plus zélé propagateur. En effet quelques jours auparavant nous avions appris par des tracts que le parti de Le Pen manifesterait devant la mairie de Courcouronnes (ville jouxtant Evry) contre la construction d'une mosquée.

Dès que nous eûmes connaissance de la volonté des fascistes de faire une démonstration de force dans notre ville, nous nous joignîmes à quatorze autres associations (FASTI, PCF, JC, LCR, LDH, Verts, CNT, CJD, etc) en vue de mettre sur pieds une riposte. Un tract commun signé de toutes les organisations présentes fut élaboré (non sans mal) et nous décidâmes d'organiser une contre-manifestation allant du centre ville à la préfecture. Celle-ci s'est déroulée sans problème, une certaine sympathie de la part de la population se faisant même sentir. Il est également intéressant de noter l'attitude du PS. Celui-ci refusa de participer à la manifestation unitaire tout en appelant la population « à faire bloc avec nos élus pour que la politique d'intégration réussisse et de faire preuve de responsabilité ». Merci M. Rocard !

La manif du FN se déroulait à Courcouronnes et presque au même moment notre manif anti raciste se passait à quelques kilomètres ; ils étaient environ cinquante, nous, nous étions six cents. Si les organisations présentes avaient eu la volonté de perturber le bon déroulement de la manif des fachos cela aurait été possible. Hélas seul le groupe F. Ferrer de la FA était partant, les autres jouant la carte de la « responsabilité ».

Une action anti-raciste unitaire est tout de même un fait très positif. Il est de toute façon souhaitable que ce genre de chose se multiplie face à la montée du racisme et du fascisme.

Lionel NICAUD
(Gr. Francisco-Ferrer)

Amis lecteurs

Après cinq numéros de la nouvelle formule, s'il est encore trop tôt pour effectuer un bilan financier, nous pouvons tout de même constater une plus grande maîtrise de l'outil informatique. Des imperfections demeurent certes, mais nombreuses sont celles qui ont pu être éliminées grâce aux efforts du permanent technique, aux conseils de professionnels de notre organisation et à une collaboration étroite avec les entreprises extérieures qui fabriquent le *Monde libertaire* (flasheur et imprimeur).

Nous avons cependant constaté, au cours des dernières semaines, de graves perturbations concernant le routage des abonnements. Des retards de deux à quatre jours (quand ce n'est pas plus !) sont fréquents et semblent dus, soit à une détérioration générale du service postal, soit à des mouvements revendicatifs partiels. N'hésitez pas à nous les signaler précisément. Cela nous permet de réclamer auprès des services compétents.

Les *trompettes de la renommée* n'ont pas résonné pour signaler la parution de la nouvelle formule du *Monde libertaire*, en effet malgré nos communiqués les médias boudent ce genre d'informations. En revanche, les groupes et individuels de la Fédération anarchiste — ainsi que quelques groupes du mouvement libertaire — ont fait de leur mieux pour assurer à notre transformation une publicité : plus de 12 000 affiches et 32 000 autocollants ont été apposés sur les murs de France. Mais il reste encore des affiches « Un air de liberté » et « La révolution reste à faire », alors ne craignez pas de tremper le pinceau dans la colle !

Les chiffres définitifs de l'année précédente nous confirment aujourd'hui que nous avons eu raison de tirer le signal d'alarme et de décider une restructuration sévère de notre journal. En effet, non seulement notre déficit brut a augmenté (4 573 F par n° contre 4 453 F en 1988) mais, si l'on ne tient pas compte des souscriptions, des virements automatiques et des aides de solidarité, notre déficit réel grimpe de 34,46%, passant de 5 560 F en 1988 à 7 476 F par n°. Grâce essentiellement à la dynamique engendrée par la nouvelle formule, lors des deux derniers mois de 1989, nous avons évité le pire. En réduisant nos sorties (737 532 F pour 1989), grâce aux économies réalisées avec l'abandon de la seconde couleur et le passage à 8 pages, la diminution des coûts de fabrication, si nos entrées demeurent stables (563 732 F en 1989), nous devrions cette année équilibrer les comptes du *Monde libertaire*.

Dès que possible, nous vous informerons des premiers résultats financiers de la nouvelle formule. Votre soutien constant, qui se concrétise entre autres par les souscriptions (92 923 F recueillis depuis octobre 1989), nous oblige moralement à vous informer des progrès dans la gestion de notre hebdomadaire. Nous ne manquons donc pas à cette tâche !

Les administrateurs

Souscriptions « nouvelle formule » du *Monde libertaire*

— souscriptions :

E. FAUVEL : 60 F, G. CARRON : 60 F, E. GAUTIER : 60 F, J.-P. FARDEL : 60 F, B. PUJOL : 50 F, GRANGER : 60 F, B. DARBON : 60 F, R. MINISALE : 90 F, J.-P. PEYROU : 60 F, C. LIEURY : 60 F, P. DESSIRIS : 60 F, A. LASFARGUES : 110 F, J.-D. REMON : 60 F, L. NICAUD : 60 F, C. BAFFOULET : 885 F, G. KOZAK : 60 F, A. PIESTRE : 200 F, J. BOLUFER : 60 F.

— virements automatiques :

Alain CABANETTES : 100 F, Mateo SANCHEZ : 50 F, Gr. Berneri : 150 F, Pierre BOUEY : 80 F, Jean CORNIC : 10 F, Daniel COSTES : 50 F, Gérard ESCOUBET : 50 F, Luc FERNANDEZ : 50 F, GIRAUD-CHAVIGNET : 300 F, Gr. de Rouen : 50 F, Guy MILLOT : 200 F, ETCHEGOREN : 100 F, Gérard PIVERT : 25 F, Louis Maglione : 200 F, Graziella MAIER : 50 F, Jean-François RETOU : 100 F, Didier CORDELET : 30 F, Joël SAINTIER : 75 F, Gr. Pierre-Besnard : 150 F, Gr. Sevran-Bondy : 100 F, Gr. Sacco-Vanzetti : 100 F, Yves PEYRAUT : 100 F, Pascal BAZIN : 200 F.

Total en mars : 2 140 F - frais = 2 000 F

Total des souscriptions « nouvelles formules » fin février : 88 808 F

Total (depuis octobre 1989) : 92 923 F

Où est passé Zorro ?

Mais à quoi jouent les Verts, ces parangons de la morale civique, on ne les entend guère se manifester hormis pour des parties de croquet dans des champs de paquerettes ? Et cette extrême droite glapissante de haine dans le rôle du Zorro de la classe politique, n'aspire, en fait, qu'à partager le gâteau avec les autres.

Quant à nos braves sociaux-démocrates avec leurs comparses obligés, les conservateurs, ils ont beau jeu de dénon-

Beurs : silence... on tue !

SALE climat pour ceux qui n'ont pas la peau blanche : le Front national, que certains voyaient périliciter en l'absence d'élections nationales continue sa percée dans les sondages et lors des consultations électorales locales. Jacques Medecin stigmatise le « macaque » envahisseur sous les yeux hypocritement horrifiés de nos chers démocrates... Parfois des hommes en meurent : Saad Saoudi à La Ciotat, Majid Labdaoui à Roanne, Saïd Mhammi dans l'Yonne...

Les crimes racistes ne doivent pas nous faire oublier que c'est quotidiennement que la répression s'abat sur les populations immigrées. Le discours gouvernemental chargé de contrer les propos du FN a fait du clandestin un bouc-émissaire. Et des clandestins, il y en a de deux sortes : ceux qui n'ont jamais eu de papiers en règle et ceux qui sont devenus irréguliers à cause des changements de la législation (1) (demandes d'asile rejetées, renouvellement de titre de séjour refusé...). Le danger du discours mitterrandien est, notamment, qu'il

légitime le contrôle aux faciès pour la chasse aux clandestins qu'il entend mener.

Dans l'arsenal répressif anti-immigrés, outre les vérifications d'identité nombreuses, notons que la police multiplie les perquisitions et les arrestations sauvages, mettant la pression sur les étrangers « non dociles » (à Bordeaux par exemple). Elle bénéficie de l'assistance de certaines préfetures, ce qui permet d'interpeller des immigrés directement aux guichets ! (2)

D'autres administrations se joignent à cette grande croisade de l'« Occident chrétien ». Ainsi a-t-on refusé l'ouverture d'un CCP à un demandeur d'asile muni pourtant d'un chèque... du Trésor Public ! Les organismes HLM refusent des logements aux demandeurs d'asile, la SNCF des cartes de familles nombreuses, etc.

Pour les demandeurs d'asile, la situation devient dramatique. La nouvelle politique d'accélération de la gestion des dossiers marche à merveille ! Des demandes sont examinées en quinze jours, c'est à dire baclées, et se soldent toujours par un refus

pour « absence de preuves ». On a également appris que des primes viennent arrondir les fins de mois des fonctionnaires zélés. En clair, l'OFPPA a deux impératifs : dire non et le dire vite.

Seule une solidarité effective entre Français et immigrés pourra venir à bout de cette politique répressive et faire reculer le gouvernement. Là où le rapport de force existe, les préfetures se méfient et évitent le blocage et l'affrontement avec les associations antiracistes. A chacun de coordonner et d'amplifier les luttes qui, localement, opposent les partisans d'une société multiculturelle à ceux qui rêvent d'une France blanche, fermée « aux malheurs du monde ».

Patsy (Gr. de Nantes)

(1) Ils furent nombreux quand la loi Pasqua entra en vigueur.

(2) Des préfetures convoquent des étrangers irréguliers à leurs guichets sur un prétexte quelconque... et on avertit les flics !

PREMIER MAI
Est - Ouest
la révolution
reste à faire

(suite de la une)

Les 14, 15 et 16 avril à Trieste, s'est déroulé un colloque Est-Ouest, organisé par la Fédération anarchiste italienne et ouvert à l'ensemble du mouvement libertaire européen. Nous y étions présents, et le Monde libertaire s'en fera l'écho.

Le 1er Mai est une journée de lutte et de solidarité internationale, depuis un peu plus d'un siècle, à l'occasion de l'action lancée en 1886, à Chicago, en vue d'obtenir la journée de huit heures et qui fut réprimée dans le sang. 1990 est en France le centenaire du massacre de Fourmies, où la troupe tira sur les mineurs en grève, les femmes et les enfants ; c'est aussi le centenaire de la décision prise par les travailleurs d'honorer le souvenir des victimes de Haymarket, à Chicago.

Le matin, à 10 h, à la Bastille, le cortège de la FA sera ouvert par une banderole de l'Internationale des Fédérations Anarchistes (IFA). Le colloque de l'après-midi s'inscrit tout naturellement dans ce moment fort du calendrier. Nous comptons sur la présence et la participation des compagnes et compagnons à la recherche d'une alternative de rupture face au consensus qui n'est que « modernité » de l'exploitation économique et de l'aliénation sociétale.

Alain Crapaud

UNIVERSITE DE TOLBIAC

Abstention

C'est, c'est l'effervescence à Paris, les élections aux conseils d'Unité de Formation et de Recherche (UFR) se déroulent les 26 et 27 avril. Les conseils d'UFR sont des organismes universitaires sensés débattre des problèmes que rencontrent les matières enseignées à la fac. Les débats peuvent porter sur le manque de chaises autant que sur le budget. Les élections ont lieu tous les deux ans. En cours de mandat, il est bien entendu qu'aucune révocation des élus n'est possible.

Cette année, les forces en présence sont à peu près les mêmes que celles des années précédentes. Pour les ATOS (personnel) : la CGT et le SGEN-CFDT. Pour les enseignants : le SNES-UP et le SGEN-CFDT. Pour les étudiants : l'UNEF-SE, l'UNEF-ID et PSA. Compte tenu du mouvement des ATOS du début de l'année et d'un mouvement étudiant automnal, on peut imaginer que les syndicats étudiants UNEF-SE et PSA progresseront, ainsi que les syndicats des ATOS. Seule note discordante dans ce concert : le manque de participation électorale. En effet, seulement 10% des étudiants votent. Le second problème qui risque de se poser, aux partisans du réformisme, est la constitution d'une section CNT sur la faculté de Tolbiac que viennent renforcer les militants libertaires. Les uns comme les autres refusent tout compromis avec l'administration et par conséquent prônent l'abstention tant

qu'un collectif où des délégués élus et révocables ne sera pas mis sur pied.

Sylvain Eischenfeld
(Gr. Flores-Magon)

elle aurait tort de se gêner, nous n'avons que les syndicats et les mouvements que nous méritons. Nous pouvons les changer.

Abstention révolutionnaire

Tout d'abord refusons que seuls les syndicats nous représentent dans les différents conseils, créons des collectifs par UFR où enseignants, ATOS et étudiants décident ensemble de la vie universitaire ; refusons de devenir les médiateurs de l'administration, et par conséquent du gouvernement. Créons des universités du peuple où tous pourront étudier.

Revendiquons-nous du véritable syndicalisme, en combattant le corporatisme et en développant de réelles luttes afin d'établir les bases d'une société égalitaire et libertaire.

Des militants
du groupe Flores-Magon
de la Fédération anarchiste

Seule la lutte paie

Pourquoi laissons-nous l'initiative aux seuls syndicats, qui, pour certains ont montré depuis longtemps leur capacité à ne servir que leurs propres intérêts. D'entrevues ministérielles en négociation de salons, ils n'ont jamais réussi ni voulu nous rassembler dans une même action. Les mouvements de la rentrée en sont la preuve.

Seules les joutes oratoires, les manigances de tendances, les coups de force de tribunes... en un mot les magouilles les intéressent.

Ils sont l'objet de querelles internes, de trafics d'influences. Ils ne sont que des courroies de transmission des partis politiques qui n'ont pas intérêt à ce qu'un véritable syndicalisme se développe tant chez les étudiants que chez les travailleurs.

Mais ne nous leurrons pas : si une telle médiocrité existe, c'est que nous l'acceptons en nous déchargeant de nos responsabilités. Si bien que lorsque les élections approchent la canaille s'exhibe, d'ailleurs

E N BREF

COORDINATION NATIONALE ANTI-FASCISTE (CNAF)

Le 1er Mai, boutons les fachos hors de la planète.

Ne laissons plus le 1er Mai aux mains des fascistes, des adeptes de la politique sécuritaire et autres fossoyeurs des luttes sociales !

— Contre le « Travail, Famille, Patrie »,
— Contre la banalisation du Front national,

— Contre les pratiques sécuritaires et liberticides,

— Contre la pacification sociale et les exclusions,

— Contre le racisme, le fascisme et le nationalisme,

— Pour pouvoir circuler librement dans les rues et les quartiers sans la menace des flics et des fascistes,

— Pour vivre collectivement et solidairement dans un univers multiculturel, Manifestons le 1er Mai 1990.

Rendez-vous à 13 h au métro Censier-Daubenton.

Racisme, fascisme, nationalisme... STOP !

STOP !

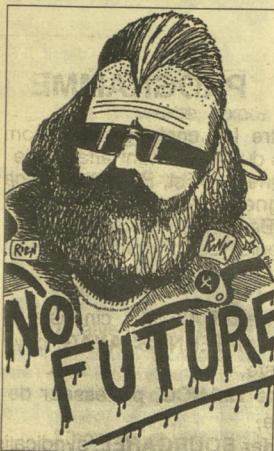
CNT-TOLBIAC

Les 26 et 27 avril, se dérouleront des élections aux conseils d'UFR (Unité de Formation et de Recherche) de la faculté Paris-I. La section CNT de Tolbiac refuse de participer à cette mascarade et appelle les ATOS, enseignants et étudiants à ne pas aller voter. Rejetant ainsi le piège de l'institutionnalisation et du corporatisme.

Permanences du secrétariat aux
Relations Intérieures de la F.A. :
le samedi de 15 h à 17 h
145, rue Amelot - 75011 Paris
(M République)
Tél. (16.1) 48.05.34.08.

COLLOQUE DU PREMIER MAI

Le programme des festivités



Tchoukaev (représentant du SMOT d'URSS), Francis Thomas (secrétaire général de la Confédération paysanne), une militante du Planning familial, et sous réserve une militante féministe irlandaise et une militante anarchiste hongroise.

Le programme

Ce programme a été établi au 1er avril, sous réserve de modifications qui sont parues dans le Monde libertaire et diffusées sur Radio-Libertaire (89.4).

12 - 22 h :

— Buvette, buffet, expos photo, tables de presse et liaison en direct avec Radio-Libertaire.

14 heures :

— Présentation par les Relations Internationales de la Fédération anarchiste.

15 heures :

— Enfermement psychiatrique et carcéral. Animation : Jacques Lesage de La Haye.

— Médias et intoxication. Animation : Monique Figarol.

— Femmes : situation et luttes. Animation : Thyde Rosell.

17 heures :

— Evolution des pays de l'Est. Animation Serge Aumenier.

— L'homme et la terre (agriculture, écologie, urbanisme). Animation : Alain Duthilleul.

— Retour de Roumanie par des camarades de la Fédération anarchiste.

19 heures :

— Monde du travail et droits sociaux. Animation : Hélène Hernandez.

— Analyse et perspectives écono-

miques. Animation : Willy Pelletier.
— Chine. Animation : Wally Rosell.

Le meeting

21 heures :

— Roland Bosdeveix, secrétaire général de l'Internationale des fédérations anarchistes ;

— Alexandre Tchoukaev, représentant du SMOT d'URSS ;

— Hélène Hernandez, de la Fédération anarchiste française ;

— Massimo Varengo, de la Fédération anarchiste italienne.

Les débats de ce colloque international du 1er Mai seront enregistrés et feront l'objet de la parution à la rentrée des Actes du Colloque. Toutes les précisions concernant cette publication seront fournies dans le Monde libertaire, Radio-Libertaire et la librairie du Monde libertaire.

Fédération anarchiste

Colloque international

organisé par
la Fédération anarchiste
de 14 heures à 22 heures
à l'AGECA
177, rue de Charonne,
75011 PARIS
(M^o : Alexandre-Dumas)
Participation aux frais :
20 francs

CEE

La précarité



La Communauté européenne compte plus de quarante millions de pauvres (1). C'est la conclusion d'une enquête menée par les douze États membres dans le cadre des controverses sur l'« harmonisation européenne ». Cela revient à dire que 16% des ressortissants de ces pays (étrangers exclus) sont privés du « minimum en matière de travail, logement, éducation, santé ».

Si on considère seulement la France, un million de personnes perçoivent le RMI. Et celui-ci ne concerne pas la totalité des plus démunis.

L'Europe des pauvres

La pauvreté est loin de reculer en Europe et on peut légitimement s'inquiéter devant l'unification économique de la CEE face à laquelle l'« Europe sociale » ressemble à un vœu pieux. Sous la houlette de Margaret Thatcher, les libéraux s'efforcent d'empêcher toute législation sociale au niveau communautaire. Devant cette situation, les syndicats feraient bien de s'entendre pour organiser la riposte, sans attendre de secours de la part des gouvernements sociaux-démocrates, car il se pourrait bien que ceux-ci n'arrivent jamais.

Franck G.

(1) Source de l'Observatoire européen de la protection sociale.

HONGRIE

La droite au zénith

Le second tour des élections hongroises confirme la tendance générale des élections des pays de l'Europe de l'Est qui se sont libérés du joug soviétique. Après le succès de la CDU en RDA, celui du Forum Démocratique en Hongrie signale que les peuples des anciennes démocraties populaires se sont fixés pour horizon le consumérisme dans le nationalisme (1).

Comme la CDU de RDA, les fondateurs du Forum hongrois n'appartiennent pas aux groupes des anciens dissidents, mais à des couches intellectuelles qui ont largement profité du « goulash communisme » de l'époque Kadar. Ils sont, pour l'essentiel, issus d'anciennes élites moyennes liées aux partis de droite de l'avant-guerre et ont, dans une large mesure, profité du compromis historique kadarien commencé en 1960 (« tous ceux qui ne sont pas contre nous sont avec nous »), et qui fonctionna pleinement entre les années 1974 et 1989, jusqu'au sabotage du parti communiste hongrois (PSOH). Cette élite représente les nombreuses classes moyennes intellectuelles et techniques produites par ce compromis dont la politique sociale visait à développer le consumisme en accumulant la dette à l'égard de l'Occident tout en achetant des matières premières à bon marché à l'URSS. Ces groupes sociaux ont développé une critique implicite du communisme en se repliant sur l'hédonisme familial et privé.

Toutefois rien qui, de près ou de loin, ressembla à la terreur des années stalinienne, car le compromis était toujours possible au prix de quelques concessions à faire aux vertus du parti. Quant au printemps de 1989, le pouvoir déclinant du parti communiste légalise les mouvements d'opposition, le groupe de *Beszlo* se transforme en parti politique sous le nom de SzDSz et passe d'une attitude s'appuyant sur la critique sociale à un programme politique, social et économique libéral plus calqué sur la Grande-Bretagne thatchérienne que sur l'Allemagne de Kohl, laquelle demeure toujours fidèle à une tradition bismarckienne qui n'a jamais abandonné la protection sociale. Programme simple, rassurant pour les bailleurs de fond occidentaux anxieux de voir les intérêts de la dette s'accumuler et faire de la Hongrie le pays de l'Est le plus endetté par tête d'habitant : Ouverture sans contrôle du pays aux capitaux étrangers, déréglementation des salaires et des prix, réorganisation drastique du marché du travail, chômage massif, privatisation immédiate de l'industrie et de l'agriculture. Avec une politique étrangère délibérément réorientée vers l'Europe occidentale et l'OTAN, le SDS visait l'entrée immédiate de la Hongrie dans le jeu des nations les plus développées qui dirigent et commandent l'économie planétaire. Projet ambitieux, mais quelle est la force réelle du pays ? Jamais le SzDSz ne soulève cette question, et pour cause !

président et futur premier ministre, Jozsef Antall, « c'est la victoire de la nation hongroise, celle de quinze millions de Hongrois ». Or la république hongroise ne compte que onze millions d'habitants, le reste appartient aux minorités des pays voisins. Plus inquiétant encore, au moment même où le président du Forum saluait la victoire de son parti il avait à ses côtés Karol Karoly, président de l'union démocratique des Hongrois de Roumanie, auxquels il donna la parole. On devine de quel force cette présence renforcera la méfiance des Roumains envers les hongrois qu'ils soupçonnent toujours de préparer le retour de la Transylvanie dans le giron de l'Etat hongrois. Pour celui qui connaît un peu l'histoire des nationalismes d'Europe centrale l'usage de l'expression « nation hongroise » résonne de connotations ethniques aux accents racistes. Derrière cette notion il y a toujours à l'affût l'impérialisme ethnique qui attend son heure. Promesses d'abandonne consumiste et nationalisme marchent ensemble dans une version modernisée de la dialectique négative de l'autre qui ne présage jamais de rapports pacifiques entre les hommes.

Un futur incertain

Il est un point, le taux d'abstention du second tour, que la grande presse démocratique occidentale a soigneusement évité de commenter : Plus de 55% ! Certes, nous n'avons pas encore de cartes détaillées des votes, cependant certains indices suggèrent que c'est dans les villes ouvrières et les quartiers ouvriers que l'abstention est la plus forte. Au risque de choquer les belles âmes du libéralisme démocratique, il faut admettre que si des groupes d'intellectuels dissidents ont utilisé le mécontentement général pour se propulser sur le devant de la scène politique, ils l'ont pu en substituant les « lendemains qui chantent » du léninisme par des promesses d'abondance dissimulant un jeu économique planétaire qui ne laisse guère d'espoir aux ouvriers et aux petits salariés. C'est toujours à la classe ouvrière qu'on offre le chômage et les sacrifices comme remèdes aux maux économiques dus à l'impérialisme du pouvoir communiste, jamais aux intellectuels et aux cadres supérieurs. Les libéralisations proposées ne touchent en rien à leurs privilèges hérités de l'époque stalinienne (Union des écrivains, garantie de salaire, maisons de vacances, etc) ; en revanche on assiste à un recrutement important d'enseignants du supérieur,

de chercheurs, de journalistes, pour de nouveaux collèges, de nouvelles universités privées de management, d'instituts de sondage, de radios et de télévisions privées, où se prépare l'apprentissage d'une langue de bois « post-moderne », la pub. On y prépare le citoyen à n'être plus qu'un donneur d'opinions préconçues et un gobeur de réclames.

Mais très vite le nouveau pouvoir devra affronter les ouvriers dont la majorité appartient aux anciens syndicats communistes devenus les radicaux de la lutte contre les effets néfastes de l'économie de marché. Ainsi ils prennent de vitesse les embryons de syndicats indépendants, lesquels, enchaînés aux illusions du libéralisme (2), se trouvent en porte-à-faux dès lors qu'il s'agit d'harmoniser la défense d'une économie de marché et ses conséquences immédiates : le chômage et la paupérisation.

Que pourra faire le nouveau pouvoir ? Saura-t-il freiner la paupérisation rapide des salariés ? Saura-t-il tempérer la spéculation immobilière et foncière et l'enrichissement d'une paysannerie qui devient maîtresse de l'approvisionnement urbain ? Saura-t-il résister aux surenchères nationalistes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, qui ne manqueront pas de s'élever à la droite du Forum ? Malgré les beaux discours démocratiques, tout demeure suspendu aux terribles contraintes de la dette et d'un développement totalement incontrôlé par les grandes institutions financières occidentales (3). L'histoire n'est pas nouvelle, et jamais la fin d'une sujétion n'a impliqué l'avènement de l'égalité sociale, l'abandon des institutions répressives et des hiérarchies fondées sur les privilèges.

Claude Karnouh

- (1) Les résultats définitifs : Forum démocratique hongrois (MDF) : 165 sièges, 42,74%. Alliance des démocrates libres (SzSzD) : 92 sièges, 23,74%. Parti des petits propriétaires (PPP) : 43 sièges, 11,13%. Parti socialiste hongrois (PSH) : 33 sièges, 8,54%. Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ) : 21 sièges, 5,44%. Parti chrétien-démocrate (PCD) : 21 sièges, 5,44%. Indépendants : 6 sièges, 1,55%. Coalition électorale patriotique : 4 sièges, 1,03%. Union agricole : 1 siège, 0,25%. Le Forum peut encore compter sur les voix des autres partis de la droite traditionnelle, du PPP, du PCD, de la Coalition électorale patriotique et de l'Union agricole, soit 234 voix sur un total de 386 sièges. On le voit, la victoire est totale. (2) Voir l'article de Hélène « Le renouveau syndical » in *Le Monde Libéraire* n°779, du 5 au 11 avril 1990, dont je ne partage pas l'optimisme. (3) Le 8 avril 1990 les grandes puissances industrielles (et les pays de l'Est) signaient à Paris l'acte constitutif d'une banque spécialement chargée de la distribution des crédits affectés au développement de l'Europe de l'Est.

De la critique marxiste au Thatcherisme

Le principal parti concurrent du Forum, le SzDSz (Alliance des démocrates libres), un temps présenté par les médias occidentaux comme le possible vainqueur, doit son élite à la dissidence des années 1975-1989. Venus pour la plupart du parti communiste, ces jeunes intellectuels sont passés, d'abord par la critique lukascienne du centralisme démocratique, ensuite par une critique empirique fondée sur des études sociologiques de la pauvreté, de l'exclusion sociale et raciale (les tziganes), de la bureaucratie réelle, de la censure littéraire et artistique, de l'absence d'une société civile rompant avec l'ordre total imposé par le parti-Etat-nation. Réunis autour d'une revue, *Beszlo* (« La Parole ») ils subirent diverses exactions, interdictions professionnelles (expulsion d'instituts de recherche), interdiction d'enseigner, de voyager, surveillance plus ou moins tatillonne.

Goulash communiste et goulash nationaliste

Pourquoi l'échec du SzDSz quand voilà un mois les « bons » observateurs le donnaient comme faisant jeu égal avec le Forum, voir le dépassant ? Outre le programme économique du Forum qui, tout en prônant le passage à une économie de marché souhaite le tempérer d'un contrôle de l'Etat, et sa politique étrangère qui vise à obtenir un statut de neutralité semblable à celui de l'Autriche avec laquelle le pays entretient une coopération économique étroite, sa victoire est due à son nationalisme. Celui-ci cherche à incarner la pérennité de la magyarité, celle de la Hongrie royale, celle d'un pays qui, avant 1919, étendait sa souveraineté sur la Transylvanie (en Roumanie), la Slovaquie (en Tchécoslovaquie), l'Ukraine subcarpathique (dans la RSS d'Ukraine), la Voïvodine (dans la république de Serbie). A preuve la déclaration de son

Afrique du sud :

L'ANC torture des « anarchistes »

Sept anciens membres de l'ANC, réfugiés au Kenya, affirment avoir été torturés, en 1984, à la suite d'une rébellion avortée dans les rangs de « Umkhonto We Sizwe », qui constitue le bras armé du mouvement anti-apartheid. Attachés à des arbres, ils ont été fouettés, puis enfermés dans des containers en fer, exposés en plein soleil. Certains auraient, même, été brûlés à l'aide de plastique fumé.

En l'espace de quelques années, soixante militants de l'ANC, en délicatesse avec des chefs corrompus, ont péri sous la torture. Devant un tel scandale, un

responsable de l'organisation incriminée a reconnu, sans l'ombre d'un remord, que « des « anarchistes », accusés de trahison, de rébellion et de meurtres d'officiers » ont été effectivement internés dans les camps de l'ANC, installés dans les pays riverains de l'Afrique du sud, entre 1984 et 1988. La torture semble, au regard de ces paroles, justifiée lorsque des « anarchistes » la subissent. La Gépéou agissait de même, lors de la révolution russe et de la guerre d'Espagne, et tenait des propos identiques pour justifier l'infamie. L'ANC, dont on connaît les liens qui l'unissent au très stalinien Parti communiste d'Afrique

du sud (1), a bien appris de ses maîtres. Gorby peut démocratiser à l'Est, la relève sera assurée sous d'autres cieux.

De l'oppression à la tyrannie

Ces révélations portant sur des cas de torture et plus généralement de détention d'opposants issus de ses propres rangs (2 à 300 encore actuellement) ne laisse augurer rien de bon à propos de l'ANC et de son avenir. Déjà, l'annonce de meurtres et d'actes de torture commis par les gardes du corps de Winnie Mandela avait, l'an passé, causé un froid. L'ANC a-t-elle érigé l'arbitraire en règle de conduite, à l'image du régime raciste qu'elle combat ? La question est posée. Elle est

d'importance, car au-delà du thème de la lutte contre l'apartheid on ne peut soutenir un quelconque fascisme rouge, qui semble se dessiner. Que les opprimés d'un jour ne deviennent pas les bourreaux de demain, tel est le vœux que l'on est en droit de formuler. Les Khmers rouges du Cambodge, les partisans maoïstes du mouvement péruvien « Sendero Luminoso » et, dans une moindre mesure, certains officiers de l'armée sandiniste du Nicaragua nous en ont fourni de bien tristes exemples. Au regard d'une histoire douloureuse, qui est la notre, et à l'écoute de certains propos, les militants anarchistes ne peuvent prétendre soutenir les mouvements de libération nationale, qui n'incluraient pas dans leur action une politique préalable de libération sociale.

ETATS-UNIS Travail au noir pour les adolescents

De plus en plus de mineurs sont employés illégalement aux Etats-Unis, principalement dans des commerces. Le phénomène est à ce point important que le département d'Etat au travail a réalisé une enquête sur le sujet et envisage de prendre des sanctions financières envers les patrons « indécents ».

Selon Elisabeth Dole, le secrétaire d'Etat au travail, l'enquête menée auprès de 3 400 employeurs a permis de constater 43% d'infractions à la législation sur le travail des 14-17 ans. Cela représente, pour l'échantillon-test, 7 000 mineurs dont 900, au moins, travaillaient dans des conditions dangereuses.

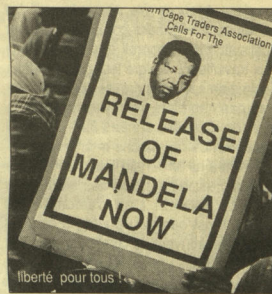
Officiellement, un mineur de cette tranche d'âge ne peut travailler plus de dix-huit heures par semaine de cinq jours, et seulement trois heures par jour en période scolaire. Les plages horaires sont limitées entre sept et vingt et une heures et le manquement d'outils dangereux est interdit.

Cette législation, pourtant permissive, ne convient manifestement pas aux patrons américains. En effet, les mineurs qui travaillent au noir sont sous-payés. C'est pourquoi le taux de chômage des 16-19 ans reste très élevé (14,8%) alors que le taux global est de 5,3% de la population active. Il ne faudrait donc pas croire que ces sous-emplois sont dus à une pénurie de main d'œuvre.

De plus, la tendance est à la hausse. Les autorités fédérales américaines évaluent à 22 000 le nombre de mineurs employés illégalement et en permanence en 1989, soit deux fois plus qu'en 1985.

On peut légitimement être sceptique sur la volonté du gouvernement de faire cesser ces pratiques. Officiellement, celui-ci envisage d'imposer aux employeurs une amende de mille dollars par semaine de travail en infraction. Mais les entreprises américaines recommandant à faire des bénéfices il serait surprenant que Georges Bush ne ferme pas les yeux au nom de la croissance.

Frank G.



L'ANC, comme d'autres, ne semble guère s'acheminer dans ce sens. Déjà, la bourgeoisie noire se prépare à récolter l'once de pouvoir que consentira à lui octroyer le régime blanc. Corrompus, dès à présent, il n'y a pas de raison que certains officiers de « Umkhonto We Sizwe », revenus à la vie civile, cessent leurs combines. Des millions d'« anarchistes » risquent alors de voir leur souffrance et leur misère se poursuivre encore longtemps.

Claude Nepper (Gr. François-Rabelais)

(1) Joe Slovo, secrétaire général du Parti communiste d'Afrique du sud (SACP), est le seul Blanc membre de la direction de l'ANC.

Le portrait d'un pays en crise (1ère partie)

Avec Henri Simon nous parlerons du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne. Henri Simon a écrit plusieurs ouvrages sur le mouvement ouvrier : *Le 25 juin 1976 en Pologne (Spartacus), Pologne : lutte de classes et crise du capital (1980-1982) (Spartacus), De l'antifranquisme à l'après-franquisme en collaboration avec Brendel (Spartacus) et enfin To the bitter end, grève des mineurs en Grande-Bretagne (mars 1984 - mars 1985) publié chez Acratie il y a deux ans.*

La mauvaise réputation

Larry Portis : Le mouvement ouvrier anglais a une mauvaise réputation en raison de son corporatisme et du trade-unionisme qui a servi de modèle négatif au syndicalisme révolutionnaire en France. Est-ce juste ?

Henri Simon : C'est faux si l'on considère ce qu'est le mouvement des travailleurs dans sa lutte quotidienne et dans l'organisation autonome de ses luttes.

LP : La particularité historique du mouvement ouvrier anglais, c'est son lien organique avec le parti travailliste, très critiqué d'un point de vue révolutionnaire, mais qui a préservé la combativité des trade-unions britanniques. C'est cela le paradoxe.

HS : C'est une structure qui lie organiquement le Labor party aux trade-unions, situation unique qui peut dans certains cas être un avantage et dans d'autres un désavantage. Plusieurs tentatives de séparer la social-démocratie de ses attaches syndicales ont échoué.

LP : En fait, il n'y a pas d'autonomie ouvrière ?

HS : Qu'entends-tu par autonomie ouvrière ?

LP : Les grèves sauvages...

HS : Toute la législation répressive mise en place, à tour de rôle, par les travaillistes et les conservateurs consiste à refuser l'utilisation de l'appareil syndical de base aux travailleurs. Malgré leur réussite dans l'échec de certaines grèves, il n'ont toutefois pas complètement réussi. Après la période dure des années 80 — crise et concurrence du marché international — qui a entraîné un certain flottement dans le mouvement ouvrier, on assiste depuis deux ou trois ans à une remontée des luttes. Il est certes regrettable qu'elles manquent souvent de cohésion, mais leur succession est une réalité sociale. Pour la grève des mineurs, il y a eu stratégie du gouvernement pour briser la grève comme pour celle des dockers, mais d'autres conflits importants surgissent, imprévisibles et difficiles à contrôler.

LP : La grève de Wapping était contre l'empire de presse de Murdoch. Comment Rupert Murdoch a-t-il déjoué ce mouvement de grève ?

HS : Il a construit clandestinement une autre imprimerie à Wapping et mis au pied du mur ses 6 000 salariés qui se sont mis en grève. Murdoch les a alors menacé de licenciement s'il ne reprenaient pas le travail, menace qu'il a exécuté légalement.

LP : La législation anglaise est donc comme la constitution, elle est inexistante ?

HS : Exactement. Le rapport de force régit tout et s'avère également un handicap pour le capital qui nécessite une régulation et une codification des conflits sociaux.

Plusieurs projets d'arbitrage ont été proposés, dont un en 1968 par Barbara Kettle, député travailliste et ministre à cette époque. « In Place of Strike » (« A la place des conflits ») imposait aux syndicats une sorte de code pour éviter les grèves sauvages nuisibles à l'économie. Ce document a provoqué une réaction très forte des syndicats à la base et le projet a été écarté. Quelques années plus tard, en 1972, le leader des conservateurs et précurseur de Margaret Thatcher, Ted Heath, a tenté de régler ce problème crucial en faisant voter une loi, « Industrial Relation Act » (« La loi sur les relations sociales »). Cette loi mettait en cause la responsabilité des syndicats face aux grèves sauvages pour les obliger à discipliner leur membres. Il s'est alors produit d'importantes grèves chez les dockers et les mineurs qui ont conduit le gouvernement à changer de politique. Les syndicats désavouaient les grèves sauvages et les autorités devaient se retourner contre les leaders de la base, les shop-stewards. Cinq shop-stewards furent incarcérés et la réaction fut violente : la grève sauvage s'étendit rapidement et les manifestations eurent lieu devant la prison avec tentative de prise d'assaut. Le gouvernement Heath capitula et abrogea la loi en question, deux ans plus tard, à la suite d'une grève de mineurs, le gouvernement Heath démissionnera laissant la place aux travaillistes qui, en pleine crise économique et après un ultimatum du Fonds monétaire international, chercheront à mettre en place des « pactes sociaux ». L'application d'une politique de rigueur par les travaillistes portera tout d'abord ses fruits grâce en partie à ces « pactes sociaux » — accords avec les syndicats sur la limitation des salaires et sur le « package », augmentation modulée en fonction de la productivité. Mais ces mesures entraînant une baisse du niveau de vie, une vague de grèves se déclenche dans toute l'Angleterre pendant l'hiver 78-79, « The winter of discontent » (« L'hiver du mécontentement ») et provoque une désorganisation totale de la vie économique quotidienne.

LP : Ce n'est pas une grève générale ?

HS : Non, des grèves sauvages. Les syndicats s'efforçaient d'introduire des codes, l'élément central de ces grèves étant les piquets volants — le piquet de grève, très important dans la tradition des luttes sociales anglaises, est respecté par toute personne syndiquée quelque soit son syndicat. Si la tradition s'est un peu perdue, elle reste du moins vivace comme récemment dans la grève des camionneurs où pratiquement toute l'Angleterre a été touchée. Ainsi, les camionneurs ont bloqué la production de sel. La solidarité a été importante, mais non exempte de violence, avec des « jaunes » par exemple. Durant cet hiver du mécontentement, la situation devint vite chaotique et le pays basculera peu après sous l'emprise des conservateurs.

LP : Cette description laisse l'impression que le mouvement ouvrier britannique est très puissant.

HS : Ça dépend de ce qu'on appelle mouvement ouvrier. La solution de rechange des travailleurs, c'est les travaillistes. Or, ceux-ci ont fait preuve en 77-78 de leur incompétence à maîtriser les conflits sociaux. L'intérêt du capital est d'accepter les travaillistes s'ils sont en mesure de stopper les grèves sauvages grâce à des négociations, mais il se tourne vers les conservateurs pour peu qu'ils garantissent une paix sociale à court terme par des codes, la pénalisation des travailleurs ou la répression ? Après

l'échec des travaillistes, il a paru nécessaire de revenir à l'épreuve de force symbolisée par la représentante du capitalisme international, Margaret Thatcher. Elue en 1979, elle ouvre les portes à la libre circulation des capitaux dont résultera l'écroulement des industries traditionnelles. Elle joue sur deux volets, d'une part l'effondrement des industries — en un an le nombre des chômeurs augmente de plus d'un million, le chômage latent a toujours été notable en Angleterre, son économie ne s'est jamais remise de la Seconde Guerre mondiale et n'a pas connu le boom économique durant l'après-guerre comme en France. D'autre part, l'introduction d'une législation restrictive. Les piquets de grève ne sont autorisés que dans l'entreprise et les entreprises directement liées à celle-ci de manière à bloquer les grèves de solidarité. D'où la recherche d'astuces pour contourner la loi et Murdoch donnera un exemple frappant en 85-86. Durant la grève du *News International*, les grévistes mettront des piquets devant l'usine, mais quant à en placer chez les fournisseurs, ils se sont aperçus que toutes les commandes passaient par des sociétés « bidons ». Les bureaux de ces sociétés fictives par lesquels transitaient les transactions se composaient parfois d'une seule pièce et d'un téléphone. Pour les utilisateurs, même scénario. La direction avait encadré l'entreprise par des organismes intermédiaires. Si les grévistes décidaient d'étendre le conflit, les piquets devenaient juridiquement illégaux et la presse a été ainsi sacrifiée.

Une autre loi touchait l'organisation des grèves. Les conservateurs ont introduit l'obligation de vote à bulletin secret pour chaque décision de grève désormais soumise à un code de procédure. Par ailleurs, la réduction du nombre de piquets à six excluait les piquets de masse et permettait l'intervention de la police. Ce sera l'arme double permettant d'encadrer le mouvement ouvrier et de réprimer les grèves sauvages : 1) manipulation indirecte de la crise et restructuration du capital anglais, 2) introduction de lois sociales grâce au licenciement massif du prolétariat, à commencer par les éléments les plus combattifs.

L'américanisation de la législation

LP : C'est une tentative d'américaniser la législation des syndicats anglais comme en 1947 aux Etats-Unis.

HS : Il y a cependant deux choses auxquelles ils n'ont pas touché, la « closed-shop » et les « shops-stewards ». Obligation faite au travailleur d'adhérer au syndicat, la « closed-shop » est maintenue dans la plupart des grandes entreprises mais, en revanche, quasiment inexistant dans les petites entreprises et dans certains secteurs comme celui des services. En Angleterre, le SMIC n'existe pas, il est remplacé par un système très complexe et inopérant. Le manque de réglementation du travail explique le rôle du « shop-steward » et de la violence des conflits de classes. L'Angleterre a vécu une période de longue transition entre le syndicalisme de métier et le syndicalisme industriel.

LP : De là les accusations de corporatisme portées contre le syndicalisme anglais.

HS : Oui. La multiplication des métiers a

l'intérieur d'une même entreprise, notamment au moment de la modernisation des moyens de production a créé des conflits entre « shop-stewards » dans l'industrie automobile par exemple. S'il y a des survivances de syndicats de métiers dans des usines comme Ford, il n'existe plus que deux catégories de salariés dans les usines implantées récemment par les Japonais.

LP : Les « shop-stewards » conservent-ils un pouvoir ?

HS : Cela varie beaucoup. Lorsque Layland a été restructuré, le principal « shop-steward » a été licencié sans grand problème et pendant la grève des Ferries un « shop-steward » est devenu leader de la grève contre le syndicat des marins.

LP : Mais ils collaborent parfois avec le patronat ?

HS : Ils se heurtent parfois à la base en tentant d'imposer des directives syndicales ou l'application d'un accord passé sans consultation. Si le « shop-steward » est un maillon, avec un statut syndical, il n'est pas exactement un délégué syndical. Des comités de « shop-stewards » peuvent se constituer au sein d'une usine comme à l'échelon national. C'est encore une des caractéristiques du syndicalisme anglais : lorsqu'une grève commence dans une usine Ford, toutes les usines Ford s'arrêtent et c'est un comité de « shop-stewards » qui mène la grève. Face aux grèves sauvages, les lois sociales anti-grèves restent inefficaces. Le projet de loi prévoyant la poursuite des meneurs de grèves sauvages ne paraît guère plus efficace. Durant la grève des transports dans le métro de Londres, le syndicat a d'abord mené le mouvement revendicatif et organisé une journée de grève totale, puis un comité clandestin a pris la relève et les membres changeaient chaque semaine, dans ces conditions, où sont les meneurs ? Par ailleurs, arrêter ou pénaliser un leader de grève risque de déclencher des réactions graves.

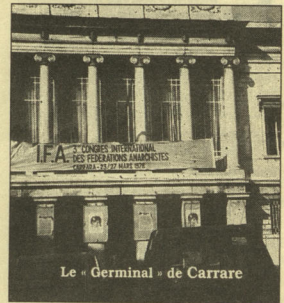
LP : Le syndicalisme est-il plus puissant ?

HS : Les infirmières sont à l'origine de mouvements très importants, pourtant la plupart ne sont pas syndiquées ou sont affiliées à un syndicat maison interdisant le droit de grève dans ses statuts. Néanmoins, elles ont fait la grève des soins. La grève des ambulanciers est soutenue par le syndicat. Le mouvement est fort grâce à la détermination de la base et non à la tradition syndicale. L'effort des syndicats pour mobiliser les travailleurs contre les lois anti-grèves n'obtient guère de succès. En revanche, l'été dernier, les dockers se sont mis en grève contre un accord sur les conditions de travail passé par le syndicat — cas typique d'une grève sauvage échappant au contrôle du syndicat. Lors de la grève des Postes de l'été 1988, le conflit a rebondi dans tous les centres de tri après décision de la direction d'embaucher des travailleurs temporaires afin de résorber le retard. Le mouvement venait de la base, a duré près de deux semaines et s'est soldé par des accords locaux.

Propos recueillis par Larry Portis

(1) Les livres cités, en introduction, sont en vente à la librairie du Monde Libéraire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Solidarité anarchiste internationale avec Carrare



Suite à l'expulsion, par les forces de l'ordre (200 policiers et carabinieri) de nos compagnons du local «Germinal» à Carrare, le vendredi 23 mars ; suite à la répression du dimanche 25 mars, à l'encontre de la manifestation anarchiste organisée en vue de protester contre ladite expulsion, l'heure est à la riposte et à la mobilisation. Ainsi plusieurs communiqués et articles ont été envoyés à la presse pour dénoncer les violences policières et cette affaire des plus scandaleuses, dont le fond du problème est lié à une spéculation immobilière, dans laquelle trempent diverses personnalités politiques et syndicales de la ville de Carrare (PCI, PSI, DC, PRI, etc).

Sûrs de leur bon droit, nos compagnons, détenteurs du «Germinal» depuis 1945, exigent la restitution de ce lieu, ainsi que la restitution de leurs documents (archives, etc) et matériel de propagande confisqués par la police lors de son intervention. A cet effet une manifestation anarchiste d'envergure nationale se déroulera à Carrare le 1er Mai. Le combat continue, «Germinal» vivra !

Bruno (Gr. Région toulonnaise)

— En signe de solidarité vous pouvez écrire à l'adresse suivante : la Cooperativa Tipolitografica, via S. Piero 13/A, 54033 Carrara (Italie).

— En signe de protestation vous pouvez téléphoner ou écrire à l'ambassade d'Italie en France pour que soit restitué le «Germinal» à nos compagnons. Voici les coordonnées : Ambassade d'Italie, 47, rue de Varenne, 75007 Paris. Tél : (16) 45.44.38.90.

Chômage en RDA

Une étude secrète de la CEE envisage un taux de chômage de 15% pour la RDA, ainsi qu'une inflation croissante (idem en RFA) après l'unification. Des experts du ministère des finances en RFA prédisent qu'il y aura 1,4 million de chômeurs en RDA et l'ancien ministre de l'économie de la RDA pense qu'il y aura quatre millions de licenciements lors de la restructuration de l'économie.

Le chômage n'existait pas auparavant en RDA. Cette première « vague » de chômage devrait coûter dix milliards de marks si les chômeurs étaient payés comme ceux de RFA.

Burkhard et Bernard (Gr. Humeurs noires de Lille)

Brecht à l'affiche en 1990

THEATRE

DEUX Brecht donnés à Paris simultanément : *La vie de Galilée* à la Comédie-Française, *La bonne âme du Setchouan* à Gennevilliers, montés par deux communistes (ou anciens), « spécialistes de Brecht », respectivement Antoine Vitez et Bernard Sobel. Perspective excitante, à l'heure où l'on a tendance à jeter aux orties tout ce qui peut avoir un relent communiste, révolutionnaire ou anarchiste, péle-mêle et avec une bonne conscience rapide.

Si les résultats sont décevants, certains auront tôt fait de rejeter Brecht dans un passé définitivement résolu, au mieux comme une arme désuète, au pire comme un crime artistique.

Quant aux deux metteurs en scène, leur sort ne sera guère meilleur : le théâtre étant un art éphémère, il sera d'autant plus facile de maquiller après coup la haine qu'ils inspiraient en leur temps, à cause de leurs engagements politique et artistique, en mépris justifié par un échec présent.

Ça valait la peine d'y aller voir de près. Hélas, première constatation : on s'ennuie autant à la Comédie-Française qu'à Gennevilliers.

La vie de Galilée

Pourtant, Vitez, avec *La vie de Galilée*, avait choisi un sujet passionnant. Brecht traite des rapports que la science entretient avec le pouvoir et avec la société. Sujet on ne peut plus actuel, en cette fin de siècle où la recherche scientifique et ses applications techniques se bousculent aux portes des financiers (le vrai pouvoir), bien loin des yeux du grand public.

Rappelons l'histoire : Galilée, savant « révolutionnaire » du XVII^e siècle, a braqué pour la première fois une lunette vers le ciel et apporté ainsi la preuve que Copernic avait raison : la terre tourne bien. Et c'était en italien, la langue du peuple, qu'il rédigeait ses communications, en opposition à ses collègues, qui ne s'exprimaient qu'en latin, la langue de la culture.

Roland Bertin, qui tient le rôle-titre, prend un plaisir évident à composer ce Galilée bon vivant, impertinent, animé par sa seule passion de savoir. Il y va de ses rondeurs physiques et de sa maîtrise de la scène. Il nous fait rire !

Oui mais voilà, Galilée a abjuré, il a renié la raison au profit de la croyance, sous la menace de l'Inquisition (cette police politique de l'époque, au service de l'Eglise). Certes, ça ne l'a pas empêché de continuer ses recherches en secret, et d'écrire ses fameux *Discours* qui contribuèrent à enrichir la science à venir. Mais...

Mais ce pose alors le problème de la responsabilité de l'intellectuel, d'un scientifique de grande notoriété, comme

l'était Galilée dès son époque. Brecht a écrit la dernière version de son Galilée après l'explosion de la bombe atomique. Il a alors radicalement changé sa conception du personnage, faisant dire à Galilée qu'il a trahi par lâcheté, par égoïsme, laissant entendre que son opportunisme n'avait servi à rien, que ses *Discours* auraient pu, aussi bien, être écrits par ses successeurs.

C'est justement cette dimension sociale de la pièce, où le vrai héros est le peuple trahi, qui n'apparaît que bien discrètement dans la mise en scène de Vitez.

Roland Bertin occupe toute la scène, créant autour de lui un espace intime : ses amis, sa fille, ses fidèles semblent victimes d'avantage de son caractère irresponsable de savant grand-enfant (qui est un lieu commun actuellement) que d'une situation politique où chacun doit maîtriser ses responsabilités. Quant à la distance historique, elle ne joue plus, dans ce décor tout italien, le rôle que lui attribuait Brecht. Loin de faire appel, en écho, à la réalité de chaque spectateur, elle enferme le spectacle dans un passé historique révolu, mort. Et ce ne sont pas les pardessus et chapeaux que portent les agents de l'Inquisition, pas plus que le mur de HLM face aux façades italiennes du XVII^e siècle qui suffisent à nous donner l'idée d'aller voir d'un peu près ce qu'il en est du monde que nous construisent, aujourd'hui, les scientifiques.

La bonne âme du Setchouan

Sobel, lui, s'attaque à une pièce plus directement sociale. Dans *La bonne âme du Setchouan*, qu'il présente à Gennevilliers, Brecht pose la question : « Peut-on vivre sa bonté dans un monde mauvais ? ». La « bonne âme », Shen-té, une prostituée repentie, amoureuse de l'humanité souffrante en général, et plus particulièrement d'un aviateur au chômage, se déguise en homme, Chui-Ta, pour assurer le mauvais rôle que lui impose sa survie dans une société capitaliste résolument méchante.

Plus qu'une parabole, c'est une farce, avec beaucoup de personnages, une foule de situations morcelées dans l'espace et dans le temps. Pour tenir l'ensemble, il faut de la folie dans la mise en scène, une grande rapidité, un sens comique, et une belle expérience de la scène chez les comédiens.

Au lieu de cela, Sobel s'est enfoncé dans la tradition brechtienne française : décor austère, genre peinture minimum sur usine des temps premiers, une scène très ouverte, des acteurs dans la salle, les spectateurs souvent éclairés. On est à l'école du réalisme socialiste au théâtre. Ce n'est pas très drôle, pas très

vivant non plus. Et puis, il fait un vilain cadeau à Sandrine Bonnaire en lui offrant le rôle de Shen-té/Choui-Ta. Il démontre à ses dépens la difficulté de jouer Brecht. Il y faut tout à la fois du charme, ce qu'aurait Sandrine Bonnaire, mais qui n'apparaît pas du tout ici, de la ruse, du métier et une force toute physique. La pureté émouvante qu'on connaît chez Bonnaire au cinéma a ici des relents bien réactionnaires ou simplement naïfs.

Sobel aboutit à une critique du monde laborieuse et trop simpliste pour notre époque. « Le monde peut-il être changé, comment, par qui ? Où est la solution ? », autant de questions ouvertes au public qui sonnent chez lui, à la lumière des événements à l'Est, écrasants. Brecht, lui, écrivait en 1939/1941, au moment où le monde s'engageait dans la guerre et subissait l'aliénation causée par le nazisme. Il dressait un constat, certes, pessimiste, mais le donnait comme préambule à tout optimisme.

Deux échecs donc. Mais pourquoi ? D'abord, il faut se souvenir que Brecht faisait du théâtre d'intervention. Il dirigeait sa critique autant contre le monde que contre le théâtre. Pour cela, il créait des formes nouvelles d'écriture, de jeu d'acteur, et de mise en scène. Et il savait s'insérer dans une réalité assez dense, assez concrète pour atteindre le public.

C'est tout un programme, que Guy Retore avait assez bien su respecter en montant *Arturo Ui*, en novembre 1988, dans son TEP du XX^e arrondissement, où il faut le rappeler, Le Pen a commencé son ascension. Il avait trouvé une forme convaincante, « athlétique » disait-il, un acteur fabuleux, Olivier Perrier, un public frappé de plein fouet, tout cela avec une grande simplicité.

Par contraste, on a envie de comparer Vitez et Sobel à Galilée justement, eux qui trahissent leur art et leur public, travaillant dirait-on dans leur tour d'ivoire, pour un cercle de spécialistes, qu'on appellera ici un public petit-bourgeois, habitué à son confort intellectuel. A la Comédie-Française, ou à Gennevilliers, on peut tout rendre « classique ». Dans un cas, on obtient un spectacle de bon goût, dans l'autre une purge. Chacun reste à sa place dans le monde artistique et tourne sagement autour du pouvoir, comme le soleil autour du pape au temps de Galilée.

Mais la réalité n'étant pas si simple, on peut aussi, à la décharge de Vitez et Sobel, émettre l'idée que le peuple, au théâtre comme ailleurs, est trop silencieux, faisant croire à certains qu'il n'existe plus, ou pire qu'il est démodé, et partageant ainsi la responsabilité de certaines morts.

Elli Drouilleau
(Radio Libertaire)

Cinéma : Cyrano brûle les planches

L'œuvre du père Rostand c'est un peu la table de multiplication ; on n'en retient que la musique naïve et lassante égrenée par des meutes d'écoliers en blouses grises ! Conservée dans le répertoire classique et présentée régulièrement au théâtre français, cette histoire nous est restée en travers du gosier. Personne ne la connaît, mais tout le monde l'appréhende. Une histoire de « pif » pour fin de banquet, des vers miriflons, des alexandrins de bazar !

Et pour figoler la campagne de promotion, le duo Hossein - Belmondo, qui se pointe avec ses gros sabots et secoue la poussière devant les rombières ébahies. Triste époque et rude tâche pour Carrière et Rappeneau. Adapter les rumeurs, ficeler les approximations, couder l'inconnu... Mission accomplie. Totalement. Un immense ouragan nous saisit dès le départ. La lumière nous entraîne vers cette histoire en vers, et contre toute attente on est bouleversé par cet homme au « tarin », Gérard Depardieu, difforme et au panache superbe.

On oublie les planches vermoulues et le rideau rapiécé. On s'étonne devant les quais de Seine. On rit des facéties du Gascon. On frémit à Arras... C'est un spectacle rare et achevé.

Roger Le Guen (Toulouse)

Nouvelle grille Radio Libertaire (89.4)

LUNDI

7 h - 9 h : les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante.
9 h - 11 h 30 : le logement en région parisienne (les droits des locataires, en collaboration avec la Confédération syndicale du cadre de vie), en alternance avec « micro-musique ».
12 h - 14 h : rediffusion de « Chronique hebdo » (analyse sociale et politique).
16 h - 17 h : « Chronique de l'ozone » (de la poésie avec Théophile).
17 h - 19 h : Han yu guang bó (émission en langue chinoise).
19 h - 20 h 30 : « Chronique syndicale du lundi » (les luttes sociales : commentaires et analyses).
20 h 30 - 22 h : le magazine sur la chanson « Ça urge au bout de la scène ».
22 h - 1 h : « Jazz en liberté ».

MARDI

7 h - 9 h : les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante.
9 h - 10 h : « Cannelle et cerise » (musique, interviews, lectures, etc. Les coups de cœur de Cathy).
10 h - 12 h : « Blues en liberté ».
12 h - 14 h : rediffusion de « Femmes libres ».
15 h - 16 h 30 : « Histoires courtes » (la lectrice de Radio Libertaire).
16 h 30 - 18 h : « Wreck this mess » (cocktail rock radical de la côte est des Etats-Unis).
18 h - 19 h 30 : « Enlirez-vous » (petit voyage en littérature).
19 h 30 - 20 h 30 : « Paroles d'associations » (chaque semaine, une association présente son travail).
20 h 30 - 22 h 30 : « Radio Libertaria » (réflexions et analyses sur l'actualité nationale et internationale avec des militants de la CNT-AIT).
22 h 30 - 24 h : « Expression » (pour ceux qui ont la « freete-jazz »).
24 h - 3 h : « Blues en sombrero » (blues et flamenco).

MERCREDI

7 h - 9 h : les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante.
10 h - 12 h : « Ouvrez la cage aux marmots » (émission enfantine).
12 h - 13 h 30 : « Laissez passer ! » (émission de France terre d'asile).
13 h 30 - 15 h : « Comme une orange à mon balcon » (l'individu et son langage, avec de nombreux artistes).
15 h 30 - 17 h 15 : « Dazibao » (Coordination des Lycéens et Etudiants Anarchistes).
17 h 15 - 18 h 30 : « Sens interdit » (de la médecine).
18 h 30 - 20 h 30 : « Femmes libres » (femmes qui luttent, femmes qui témoignent).
20 h 30 - 22 h 30 : « Ras les murs » (émission sur la prison).
22 h 30 - 1 h : « La théorie du tomahawk » (magazine des jeunes cultures).

JEUDI

7h-9h : les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante.
9 h 30 - 12 h : « Extrême limite » (les luttes des chômeurs et des précaires, avec la participation de la revue *Cash*).
12 h - 14 h 30 : « Tiens voilà le hallebardier ! » (du théâtre).
16 h 30 - 18 h : autour des livres « Bibliomanie ».
18 h - 19 h 30 : émission antimilitariste, avec l'Union pacifiste de France « Si vis pacem ».
19 h 30 - 20 h 30 : « Flagrants desirs » (les infos des gays et des lesbiennes, et l'actualité des spectacles).
20 h 30 - 22 h 30 : « L'Atelier » (chronique des arts plastiques).
22 h 30 - 1 h : « Epsilon » (digressions musicales).

VENREDI

7 h - 9 h : les nouvelles fraîches de l'actualité brûlante.
9 h 15 - 10 h 15 : Radio Libertaire accueille Radio Cartable, la radio des enfants des écoles d'Ivry.
10 h 30 - 12 h 30 : « Chronique hebdo » (analyse de l'actualité sociale et politique).
13 h - 14 h 30 : « Mon nom est personne » (cinéma, télévision et théâtre).
14 h 30 - 17 h : « Koumbi » (le rendez-vous des villages africains en France).
17 h - 18 h : le front des radios libres.
18 h - 19 h : Radio Espéranto.
19 h - 21 h : l'invité du vendredi (avec la participation de la Ligue des droits de l'homme et de l'Union rationaliste).
21 h - 22 h 30 : « Emergence » (écologie et alternatives).
22 h 30 - 1 h : « Improvisat » (les musiques improvisées et spontanées en Europe), en alternance avec « Ithaque » (médiations, société, anarchie... Questions et éléments de réponse).

SAMEDI

8 h 30 - 10 h 30 : « Han yu guang bó » (infos en langue chinoise).
10 h 30 - 11 h 30 : un sale moment à passer pour l'engaement autoritaire à l'écoute du « Père Peinard ».
11 h 30 - 14 h 30 : « Chronique syndicale du samedi » (des dossiers et des luttes).
14 h 30 - 16 h 30 : le magazine de la chanson vivante « De bouche à ortels ».
16 h 30 - 18 h : « Rock contact » (le rock indépendant).
18 h - 19 h 30 : « BDDA » (bandes dessinées et dessins animés).
19 h 30 - 21 h : « Noirs dessins » (introduction à l'anarchie), en alternance avec « Il y a en a pas sur cent » (les libertaires des années 1990 parlent).
21 h - 22 h 30 : petites annonces et disques à la demande (annonces d'entraide).
22 h 30 - 24 h : « Micro-climat » (en direct, ou presque, du Brésil).
24 h à l'aube : « Nuit off » (à dormir debout !).

DIMANCHE

8 h - 10 h : « Han yu guang bó » (infos en langue chinoise).
10 h - 12 h : la matinée anticléricale de la Libre Pensée.
12 h - 14 h 30 : « Folk à lier » (musiques traditionnelles de France et du monde).
14 h 30 - 16 h 30 : « La fiancée de M. Spok » (science-fiction et fantastique) en alternance avec « Echos et frémissements d'Irlande » (autour d'un pays en guerre) ou avec « 1 275 âmes » (jazz et polar).
16 h 30 - 18 h : l'émission des Relations internationales de la Fédération anarchiste, en alternance avec « La santé libérée » (à propos des médecines naturelles) ou avec l'émission « Fondu au noir » (cinéma) proposée, celle-ci, entre 17 h et 18 h 30.
18 h - 20 h : « Tribuna latino-americana » (des libertaires latino-américains parlent de leurs pays), en alternance de 18 h 30 à 20 h avec les émissions suivantes : « Le magazine libertaire » (un thème, un invité autour de l'actualité) et « Sans toit ni lois » (émission animée par le Comité des mal-logés).
20 h - 22 h : Soit « Vent d'Est » (l'émission sur les pays de l'Est), soit « Les damnés de la terre » (tout ce qui bouge dans le monde).
22 h - 23 h : « L'Imaginaire » (des maths à la poésie).
23 h - 1 h : « Liaisons dangereuses » (rock et livres propos, avec la rubrique « Toxic Graffiti »).

RENDEZ-VOUS

ASNIÈRES - NANTERRE
Le groupe Malatesta vend le *Monde libertaire* tous les dimanches au marché d'Asnières (près de la mairie) entre 10 h 30 et 12 h 30. Il tiendra, en outre, une table de presse à Nanterre la première semaine du mois de mai, à l'occasion d'une braderie. Les sympathisants peuvent donc prendre contact soit lors des ventes, soit par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

MARSEILLE
Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille, le groupe Région toulonnaise et la CNT-AIT organisent, dans le cadre du 1er Mai, une manifestation dont le rendez-vous pour le départ du cortège est fixé à 9 h 45 aux « Mobiles », sur la Canebière, à Marseille (métro Réformés-Canebière). Une journée champêtre (repas, débat, etc.) suivra la manifestation... Venez nombreux !

SAINT-NAZAIRE
L'association « Les amis de F. Pelloutier » (groupe FA) organise une réunion-débat sur le thème : « le 1er Mai à 100 ans. Ni gauche caviar ni soft libéralisme. Luttes pour notre émancipation ! ». Le vendredi 27 avril à 20 h 30, salle E, Maison du Peuple à Saint-Nazaire.

Le samedi 26 avril de 16 h à 24 h le groupe FA de Saint-Nazaire tiendra une table de presse à la fête de « Lutte ouvrière », salle Jacques Brel au P'tit Maroc.

Le mardi 1er mai à 10 h, rendez-vous à la Maison du Peuple de Saint-Nazaire en vue de constituer un cortège anarcho-syndicaliste (banderole « Amis de Pelloutier » - FA) dans la manifestation syndicale (CGT, FEN, SUD). Venez en masse !

TOURS
«Syndicats, coordinations... Quel avenir pour nos luttes ? » c'est ce thème qui sera abordé par l'Association départementale d'expression libertaire et d'échanges (ADELE) à l'occasion d'une soirée de films et débat à Tours, le jeudi 3 mai, à 20 h 15 au studio 0 - CNP, rue des Ursulines. Raphaël Ronnée, secrétaire confédéral de la CNT, et Gérard Coste, militant du SUD-PTT et de la FA, animeront la soirée.

Le groupe FA de Tours tient une table de presse tous les jeudis, sauf pendant les vacances scolaires, entre 11 h et 13 h 30, à la faculté des Lettres.

COMMUNIQUE PARIS

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui abordera les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Ces cours auront lieu au local du groupe Louise-Michel, situé au 10, rue Robert-Planquette 75018 Paris (M° Blanche ou Abbesses).

— Mercredi 2 mai : Le fédéralisme libertaire, une autre manière de s'organiser dans la liberté.

— Mardi 9 mai : La question de l'Etat. Conception anarchiste et conception marxiste.

Ces cours se dérouleront à partir de 20 h 30.

CRECHES PARENTALES

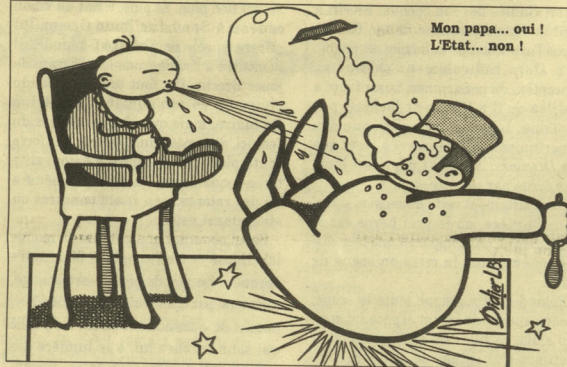
L'autogestion au quotidien

AUJOURD'HUI, la garde des enfants de 0 à 3 ans est devenue un problème de société à part entière. Ce ne sont pas moins de 240 000 familles qui sont concernées chaque année. Si les demandes (nourrice, crèche, halte-garderie) sont diversifiées, les réponses des pouvoirs publics ne sont quand à elles pas à la hauteur, et c'est peu de le dire. Seulement 25% des demandes de places en crèches municipales sont satisfaites. Pour les autres c'est bien souvent le système D : la nourrice « non-déclarée », avec toutes les arnaques que cela sous-tend.

Les crèches parentales contre la pénurie

Dans cette « misère », se développe depuis quelques années les crèches parentales ou les collectifs enfants-parents. Dix-sept mille enfants sont ainsi dans des structures gérées directement par leurs parents. Ces structures fonctionnent sur le mode associatif et toutes les décisions sont prises lors d'une assemblée générale. Il existe une différence supplémentaire et fondamentale avec les lieux de garde étatiques : la pédagogie est élaborée par les parents (avec l'assistance des professionnels qui travaillent dans le collectif). Il est à souligner que le développement des crèches parentales est grandement encouragé par les pouvoirs publics qui en tirent plusieurs avantages : tout d'abord ces collectifs, en créant des places supplémentaires, les soulage d'un fardeau qu'ils n'assument pas ou plus ; ensuite, le coût de la journée par enfant placé en crèche parentale revient deux fois moins cher à la collectivité que le coût de la journée d'un enfant placé dans les crèches municipales (110 F au lieu de 220 F). Ce n'est donc pas un souci de liberté que l'Etat pousse à la création de collectifs enfants-parents, mais bien parce que ça l'arrange !

Les démarches, faites par les parents qui ouvrent des crèches parentales, sont quant à elles toutes aussi variées que le sont les crèches. Malgré cette diversité, on peut tout de même les regrouper en deux grandes tendances. La première se situe dans une optique de gestion directe de l'éducation de l'enfant. Le projet pédagogique qu'elle défend se base avant tout sur l'intégration des enfants dans la vie quotidienne, sur la volonté d'individualiser, d'adapter l'éducation pour chaque enfant. Cette logique réfute le modèle dominant qui cloisonne la vie qui fait l'on dépose son gamin à la crèche (puis à l'école) comme un paquet et qu'on va le rechercher le soir venu sans pouvoir participer à ce qui se passe dans les murs de la crèche (puis de l'école de l'Etat, et non pas laïque, car nous sommes autant laïque que les sphères étatiques sinon plus !). Pour ces parents, dont je suis, la crèche parentale n'est pas un lieu de garde, mais bien un lieu de vie ouvert sur le monde et adapté aux besoins des parents et des enfants, que cela soit au niveau des horaires d'ouverture (7 h - 19 h), des activités proposées : éveil musical, espace psychomoteur, suivi pédagogique individuel et collective, crèche verte, etc. C'est un lieu où l'enfant n'a qu'un seul adulte de référence, mais une bonne vingtaine (les parents de permanences durant la semaine et les salariés). Cela est rendu possible par la structure même qui ne compte qu'une quinzaine d'enfants avec leurs parents au lieu de cinquante à



soixante enfants, voire soixante-dix, dans les crèches municipales. Dans cette logique, la crèche parentale est aussi un lieu où nous nous réapproprions notre quotidien, où nous refusons de vivre comme des assistés sociaux qui se déchargent constamment sur l'Etat et les professionnels. Il va sans dire que les moteurs des crèches parentales tant au niveau de la création, au départ, qu'au niveau du fonctionnement, se situent à quelques rares exceptions dans cette optique de gestion directe.

Mais tous les parents ne sont évidemment pas sur ces bases. Certains viennent tout simplement du fait du manque de places dans le secteur étatique ou mercantile. Le collectif enfants-parents, son fonctionnement, agit alors parfois comme détonateur d'une prise de conscience ; ils se retrouvent alors eux aussi dans une logique autogestionnaire. Toutefois, une relative grosse minorité (toujours trop grosse) continue à considérer la crèche comme un simple prestataire de service, un pis-aller au manque de place ailleurs et subissent plus qu'ils ne participent au fonctionnement.

Un espace de liberté

Si le développement des crèches parentales va croissant, il n'en demeure pas moins que participer à un crèche de ce type n'est pas à la portée de tous. Non pas pour une question financière, mais tout simplement pour une question de disponibilité. Le fonctionnement suppose que chaque famille assure une demi-journée de permanence par semaine (plus les AG et les réunions des commissions) or, tout le monde ne peut aménager son temps de travail. C'est pourquoi les parents de garde sont le plus souvent des enseignants, des étudiants ou des précaires (TUC, intérimaires, chômeurs, travailleurs à temps partiel...). Tant pis pour les préjugés pseudo-révolutionnaires qui voudraient voir, dans les crèches parentales, un nouveau privilège pour les cadres supérieurs. Si privilège il y a, il se situe nettement plus sur le plan du « niveau de conscience » des parents qui s'y intéressent. Malgré tout, de plus en plus de parents peuvent s'investir dans ces collectifs du fait — oh ironie du sort ! — de la flexibilisation de l'emploi et de la précarité... Comme quoi, un mal peut, par effet annexe, provoquer un bien.

La très nette différence de logiques qui anime les parents est, soulignons le, préoccupante. Plus le nombre de crèches parentales sera élevé et plus ces différences s'avèreront flagrantes et insupportables. Un jour, il faudra bien trancher pour savoir si les collectifs enfants-parents sont là simplement

pour suppléer aux carences des pouvoirs publics, ou si elles correspondent à une démarche spécifique et autonome des parents. A ce moment là, le divorce sera consommé entre les deux tendances. Il est possible alors que l'Etat, se posant en arbitre, ne privilégie qu'une des deux (devinez laquelle) tout en marginalisant l'autre (suppression des subventions, retrait des agréments, etc.). Si cela arrivait, nous aurions su quand même profiter d'un espace de liberté. Espace qui aura permis à des dizaines de milliers de personnes (enfants et parents) de prendre conscience de la souplesse et de l'efficacité de la gestion, tout en commençant déjà à y penser pour d'autres secteurs de la vie : le logement, la ville, l'entreprise, etc.

Cet espace de liberté, nous l'avons créé et tenu. Nous ne devons jamais rien à l'Etat qui, concrètement, a laissé faire et en profite.

De même, cet espace de liberté n'est pas non plus une micro-révolution — mythe, auquel s'accrochent encore aujourd'hui quelques soixante-huitards et autres maos « spontex », qui n'ont que vingt ans de retard — c'est un mouvement spécifique (cela est aussi valable pour les mouvements marginalistes), qui n'a jamais entraîné d'autres ruptures que celles qu'il a réalisées lui-même. 17 000 familles dans les crèches parentales ne constituent pas 17 000 anti-étatiques ou 17 000 familles investies dans les comités de quartier.

Cet espace de liberté est aussi divers que les parents qui l'animent. Même, si de par son fonctionnement, une crèche parentale est plutôt lourde à mener, elle reste malgré tout un lieu enrichissant permettant de se rencontrer, de se confronter, de discuter, et malgré des différences idéologiques de départ on se retrouve sur un terrain concret pour construire et poursuivre collectivement une utopie réaliste.

Paul Boino
(Gr. Galina-Makhno de Lyon)

SOMMAIRE

- PAGE 1 : Premier Mai, Edito.
- PAGE 2 : Crise du communisme.
- PAGE 3 : Totalitarisme, Amis lecteurs, Racisme, Antifascisme.
- PAGE 4 : Premier Mai, En bref, Tolbiac, Précarité.
- PAGE 5 : Hongrie, Etats-Unis, Afrique du sud.
- PAGE 6 : Grande-Bretagne en crise, Solidarité avec Carrare, RDA.
- PAGE 7 : Grille de RL, Théâtre, Au cinéma avec Cyrano.
- PAGE 8 : Crèches parentales, Infos FA.

Suite des rendez-vous

ANNÉCY
Une liaison FA existe en Haute-Savoie, pour nous contacter écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

GRASSE
Une liaison FA existe dans les Alpes-Maritimes. On peut la contacter à la « Commune », 4 bis, rue Porte-Neuve, 06130 Grasse, le samedi après-midi à partir de 15 h.

LILLE
Le groupe Humeurs noires poursuit son émission « Humeurs noires » sur Radio Campus (91.4) chaque samedi de 19 h à 20 h. Ecoutez-nous !

Le groupe Humeurs noires vend le *Monde libertaire*, *Humeurs noires-Graffiti* et *Alternative libertaire* chaque vendredi à la gare de Lille de 17 h à 18 h 30, le samedi midi devant le lycée Pasteur et le dimanche matin de 10 h 30 à midi au marché de Wazemmes. Il tient également une table de presse le jeudi de 11 h à 13 h à la faculté de Lille III.

NANCY
Un groupe de la FA s'est constitué sur Nancy. Il vend le *Monde libertaire* tous les samedis à partir de 10 h sur la place du Marché. Pour le contacter écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

Pour l'abrogation des protocoles Défense-Education

Léo FERRE

en concert exceptionnel
Lundi 14 mai à 20 h 30
au TLP-Déjazet, Paris 3e,
41, bd du Temple,
(M° République).

Tarif : 160 F

Bons de soutiens disponibles à
Publico, 145, rue Amelot,
75011 Paris

PARUTIONS

PRESSE - AFFICHE

Le groupe Humeurs noires vous annonce la sortie pour le mois d'avril, d'un numéro spécial de *Humeurs noires - Graffiti* en collaboration avec le mensuel bruxellois *Alternative libertaire*. Ce numéro d'avril est consacré à l'Europe. Ceci fait suite à une série de rencontres entre le groupe et des organisations anarchistes belges. Il entre donc aussi dans le cadre d'une action coordonnée de libertaires de quelques pays européens qui a débouché sur une affiche : « l'Eurosoumission, c'est pour demain. Résistons dès aujourd'hui » disponible à l'adresse du groupe au prix de 5 francs. Groupe Humeurs noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.

PRESSE

Le n° 68 de *Contre vents et marées* (journal d'humeur anarchiste) vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 3 francs à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre Courants », la Ladière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Abonnement : 50 francs (chèque à l'ordre de l'association)